

*Questions orales***L'ÉNERGIE****LE PROJET DE CRÉATION D'UN FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES DE L'OUEST**

M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud): Madame le Président, je poserais ma question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, si je parvenais à interrompre son conciliabule un instant. Peut-il nous confirmer la déclaration qu'a faite il y a quatre semaines le leader libéral au Sénat, qui est originaire de la Colombie-Britannique, selon laquelle le gouvernement fédéral créera un fonds de développement des ressources énergétiques de l'Ouest d'une valeur de 4 milliards qui seront dépensés au cours des dix prochaines années pour je ne sais quoi? Convient-il que cette somme de 4 milliards représente beaucoup moins qu'un cinquième des 25 à 30 milliards que le gouvernement fédéral tentera de recueillir au cours de ces mêmes dix ans en puisant dans les recettes que la Colombie-Britannique et l'Alberta tirent de la vente du gaz naturel?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, le député sait sans doute que, malgré ses allégations souvent erronées, j'écoute attentivement tout ce qu'il dit. Encore une fois, aujourd'hui, il s'aventure aveuglément dans trop de sujets à la fois.

Une voix: C'est ainsi que vous gouvernez.

M. Lalonde: Lorsque le premier ministre a rencontré le premier ministre de l'Alberta à la fin de juillet, il l'a informé qu'outre toutes ses nouvelles dépenses et toutes ses nouvelles initiatives dans le domaine de l'énergie, le gouvernement fédéral entendait constituer un fonds de 4 milliards de dollars qui servirait à favoriser le développement économique des provinces de l'Ouest. Voilà l'offre que le premier ministre a faite au premier ministre de l'Alberta lorsqu'il l'a rencontré à la fin de juillet.

Les députés le savent, le premier ministre de l'Alberta a refusé cette offre. J'ai dit qu'au cours des prochaines semaines le gouvernement rendrait public son programme énergétique global et qu'il présenterait son budget. J'invite donc mon honorable ami à attendre patiemment pour voir ce qui va se produire.

L'ABANDON DU PROJET DE TAXE À L'EXPORTATION DU GAZ NATUREL ET DE L'HYDRO-ÉLECTRICITÉ

M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud): Madame le Président, je peux donc présumer qu'il ne faut surtout pas prendre au pied de la lettre les déclarations faites ces derniers jours par le leader du gouvernement au Sénat, qui est originaire de la Colombie-Britannique.

Ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Étant donné que plus de 20,000 Canadiens de la Colombie-Britannique ont signé une pétition pour s'opposer catégoriquement à toute tentative du gouvernement fédéral pour s'approprier une part des recettes que les provinces tirent de l'exploitation de leurs ressources naturelles en décrétant unilatéralement une taxe fédérale sur l'exportation du gaz naturel et de l'hydro-électricité, le ministre des Finances est-il prêt à déclarer que le gouvernement tiendra les promesses électorales faites en Colombie-Britannique par M. Gordon Gibson et le leader du gouvernement à l'autre endroit, le sénateur Perrault, en abandonnant sur-le-champ son projet

d'imposer cette taxe à l'exportation, qui est injuste envers les Canadiens de la Colombie-Britannique et de l'Alberta?

L'hon. Allan J. MacEachen (Vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je ne saurais pour le moment exclure aucune des possibilités qui s'offrent à moi dans la préparation de mon budget.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES**PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DES MINES ET DE L'ÉNERGIE DE L'Australie DU SUD**

Mme le Président: J'invite les députés à se joindre à moi pour saluer la présence à la tribune de l'honorable Roger Goldsworthy, ministre des Mines et de l'Énergie de l'Australie du Sud.

Des voix: Bravo!

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT**LE RÉTABLISSEMENT DU PROGRAMME D'AIDE À L'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ**

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre chargé de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. En avril dernier, je crois, le ministre avait déclaré à la Chambre que le programme d'aide à l'accession à la propriété s'était révélé un succès à 95 p. 100. Peut-il alors expliquer pourquoi, dans la région de Peel—englobant les villes de Brampton et Mississauga—où l'on compte 40 p. 100 de tous les logements construits au Canada dans le cadre de ce programme, la SCHL a dû reprendre possession de 40 p. 100 de ces logements et que ce nombre s'accroît de 50 à 75 logements par mois? Le ministre n'admettra-t-il pas maintenant que ce programme s'est révélé un échec complet? Que songe-t-il à faire pour résoudre ce problème?

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): Madame le Président, on m'a déjà posé cette question et ma réponse est la même. A mon avis et de l'avis des dirigeants de la SCHL, de bon nombre de conseillers municipaux et de bon nombre de gens au fait de la question, le programme d'aide à l'accession à la propriété s'est révélé dans une large mesure un succès. Il a répondu à de nombreux objectifs en créant de l'embauche dans le secteur du bâtiment et en offrant des logements à des prix abordables, et je maintiens ce que j'ai dit plus tôt.

M. McDermid: Madame le Président, cette réponse est grotesque. Je pourrais peut-être rappeler au ministre que le programme quinquennal est maintenant...

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'ordre. Le député ne demande pas de renseignements, il en donne. Aurait-il l'obligeance de poser sa question?

M. McDermid: Maintenant que les hypothèques à 8 p. 100 ont été relevées et que les nouveaux propriétaires sont obligés de payer des taux de 14.5 p. 100 pour une première hypothèque et de 13 p. 100 pour une deuxième afin de rembourser le gouvernement qui devrait abaisser ces taux d'intérêt, que fera